

Hierarchische Rang	Benaming van de graden	Verandering van graad	Bevordering door verhoging in graad	Bevordering door overgang tot het hoger niveau	Werving	Bijzondere voorwaarden
1	2	3A	3B	3C	4	5
wordt vervangen door :						
« 14	Informaticus-directeur	—	Informaticus-deskundige	—	—	Artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit d.d. 12 november 1991 betreffende het administratief en geldelijk statuut van het informaticapersoneel van de rijksbesturen, toepasselijk gemaakt op de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap en op het personeel van sommige instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap bij het besluit van de Executieve d.d. 2 juli 1992. »

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 2872 (95 — 1770)

[31416]

27 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant des dispositions particulières en faveur du personnel informatique contractuel du Centre informatique pour la Région bruxelloise. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 28 juin 1995, p. 18381, dans le titre, au lieu du « Centre informatique pour la Région bruxelloise », il y a lieu de lire « Centre d'informatique pour la Région bruxelloise ».

Dans l'annexe contenant les échelles barémiques, p. 18382, le texte publié indique une échelle « 29/6 », il y a lieu de lire « 29/S ».

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 2872 (95 — 1770)

[31416]

27 APRIL 1995. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende bijzondere bepalingen ten gunste van het contractuele informaticapersoneel van het Centrum voor het Brusselse Gewest Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 28 juni 1995, blz. 18381, moet de titel « Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest » gelezen worden als « Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest ».

In de bijlage houdende de weddeschalen, blz. 18382, vermeldt de afgedrukte tekst de schaal « 29/6 », die evenwel gelezen dient te worden als « 29/S ».

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 95 — 2873

[S - C - 31446]

13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège fixant le système de tarification relatif au montant de la contribution du bénéficiaire de l'aide fournie par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret (II) de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret (II) de la Région wallonne du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu l'avis de la section "Famille et Services sociaux" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la santé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Membre du collège chargé du Budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il importe de fixer le barème relatif à la contribution du bénéficiaire de l'aide tel que prévu à l'article 30, 2° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française réglant l'agrément des Services d'Aide aux familles et aux Personnes âgées et l'octroi des subventions à ces services,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- l'arrêté : l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mars 1995 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi des subventions à ces services.

- l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

- le Conseil consultatif : la section famille et services sociaux visée à l'art. 4, § 4 du règlement de la Commission communautaire Française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé,

- les services : les services agréés d'Aide aux familles et aux personnes âgées.

- les aides : les aides familiaux, seniors et ménagers.

**Art. 3.** Le présent arrêté fixe la contribution des bénéficiaires de l'aide fournie par les services d'aide aux familles et aux personnes âgées, agréés par la Commission communautaire française conformément à l'article 30, 2° de l'arrêté.

Il ne s'applique pas à la distribution des repas organisée par les services.

**Art. 4.** La contribution horaire du bénéficiaire est fixée conformément au barème annexé au présent arrêté, sous réserve des dispositions énoncées dans les articles suivants.

Un nombre de personnes et un montant de revenus doivent être déterminés pour l'application du barème.

Le nombre de personnes est :

- soit la personne isolée;

- soit les personnes bénéficiant directement des soins quotidiens et actes concourant à leur bien-être, et leur époux(se) ou concubin(e), ou membre du ménage.

Le montant des revenus est la somme des revenus, déterminés conformément aux articles 5 et 6, du présent arrêté de la ou des personnes prises en compte pour déterminer le nombre de personnes.

**Art. 5. 1°** Pour chacune des personnes prises en considération pour déterminer le nombre de personnes visé à l'article 4, il faut tenir compte de tous les revenus imposables, quelle qu'en soit l'origine, sous réserve des dispositions énoncées aux 2° et 3° du présent article.

Il est notamment tenu compte de l'intégralité des revenus de remplacement, des indemnités et allocations sociales, des pensions alimentaires perçues.

2° Les revenus suivants ne sont pris en considération qu'à concurrence de 60 % de leur montant :

- les rentes viagères résultant d'une vente d'immeuble;

- les loyers d'autres immeubles, garages et terrains.

Ces revenus sont pris en considération sur une base mensuelle.

3° Les revenus suivants ne sont pas pris en considération :

1) les allocations familiales et de naissance;

2) les allocations d'étude;

3) l'allocation pour tierce personne;

4) le revenu cadastral de l'immeuble occupé par son propriétaire;

5) les pensions civiles et militaires de réparation pour faits de guerre, les chevrons de front

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les charges suivantes, supportées par la ou les personnes dont on a pris les revenus en considération, sont déduites des revenus calculés conformément à l'article 5 :

1° l'impôt des personnes physiques;

2° les cotisations de sécurité sociale des indépendants;

3° les pensions alimentaires payées au prorata de ce qui n'a pas été pris en considération dans le calcul de l'imposition;

4° les frais relatifs à l'état de santé ou au handicap, s'ils atteignent au moins 5 % des revenus nets;

§ 2. 1° les charges reprises ci-après sont déduites de l'ensemble des revenus :

- 40 % au maximum du loyer pour autant que ce montant représente au moins 30 % des revenus pris en considération conformément à l'art. 5;

- 40 % au maximum du remboursement de l'emprunt hypothécaire relatif à l'achat, la construction et la transformation de l'immeuble pour autant que le montant représente au moins 30 % des revenus pris en considération conformément à l'art. 5;

2° les charges suivantes relatives à l'habitation occupée par un ménage qui se situe au minimum au code 4 :

- 60 % au maximum du loyer pour les revenus qui se situent en dessous de 80 000 F pour autant que le loyer représente au moins un quart de ces revenus pris en considération conformément à l'art. 5;

- 60 % au maximum du remboursement de l'emprunt hypothécaire relatif à l'achat, la construction, la transformation de l'immeuble pour des revenus qui se situent en dessous de 80 000 F et que le montant représente au moins un quart de ces revenus pris en considération conformément à l'art. 5.

**Art. 7.** Le code de la contribution horaire obtenue par la consultation du barème doit être modulé dans les situations mentionnées ci-dessous.

- 1° Un code est majoré d'une unité pour les personnes qui se trouvent dans les situations définies ci-après :
- soit reconnue handicapée de manière permanente et définitive à 66 % au moins tel que défini par le Ministère de la Prévoyance sociale;
  - soit reconnue handicapée et appartenant aux catégories II, III ou IV, tel que défini par le Ministère de la Prévoyance sociale;
  - soit bénéficiaire d'allocations familiales majorées en raison de son handicap propre;
- 2° Les réductions sont additionnées avant d'être appliquées à la contribution horaire; la réduction totale ne peut dépasser 3 codes.
- 3° Après application de la réduction, la contribution horaire ne peut être inférieure à la contribution horaire minimale prévue au barème.

La contribution horaire est toujours arrondie à la tranche inférieure si le résultat de la modulation se situe entre deux paliers barémiques.

**Art. 8.** Le responsable de l'équipe du service peut proposer, par un rapport social dûment motivé qui doit être transmis à l'administration, qu'il soit dérogé au présent arrêté.

Le Membre du Collège, ayant dans ses compétences les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées ou son délégué, accorde, modifie ou refuse la dérogation par décision motivée.

Cette décision est communiquée au service dans les 30 jours suivant l'introduction de la demande. En l'absence de réponse dans le délai imparti, la dérogation sera considérée comme accordée.

**Art. 9.** Le présent arrêté est toujours appliqué de la manière la plus favorable au bénéficiaire.

**Art. 10.** La contribution horaire du bénéficiaire, majorée du montant de la subvention octroyée sur une base horaire par la Commission communautaire française est due à concurrence d'une heure de prestation, par le bénéficiaire absent lorsque l'aide se présente chez lui aux heures convenues et qu'il n'a pas prévenu le service de son absence au moins 48 h à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles.

Aux mêmes conditions, si l'aide se présente le samedi, le dimanche, un jour férié, ou entre 20 et 6 heures, la subvention horaire prévue dans ces circonstances est également due.

**Art. 11.** Le montant dû par le bénéficiaire au service est égal au montant de sa contribution horaire multipliée par le nombre d'heures de prestation.

La durée est majorée du temps de déplacement des aides, fixée forfaitairement à un quart d'heure par prestation.

**Art. 12.** L'aide fournie à un bénéficiaire le samedi, le dimanche, un jour férié, ou entre 20 et 6 heures donne lieu à une majoration de 20 % de sa contribution horaire.

**Art. 13.** Le bénéficiaire en défaut de paiement, mis en demeure, doit en sus, l'intérêt légal prévu en matière civile.

**Art. 14.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 mars 1983 portant les fixations de la contribution du bénéficiaire de l'aide par un service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées et modifié par l'arrêté du 19 avril 1993 est abrogé.

La circulaire de la Région wallonne du 1er février 1979 relative aux directives générales concernant l'arrêté royal du 16 octobre 1975 modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 1976, 13 mai 1977, 2 juin 1977, 14 novembre 1978 est abrogée.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1995.

Bruxelles, le 13 avril 1995.

Ch. PICQUE,

Président du Collège chargé de l'Aide aux Personnes

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[S - C - 31446]

N. 95 - 2873

**13 APRIL 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het tarievenstelsel betreffende het bedrag van de bijdrage van de begunstigden van bijstand verleend door een erkende dienst voor gezins en bejaardenhulp**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet (II) van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het advies van de afdeling "Gezin- en Sociale Diensten" van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheidszorg;

Gelet op advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State.

Overwegende dat het barema voor de bijdrage van de begunstigde van bijstand, zoals voorzien door artikel 30, 2° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en tot regeling van de toekenning van subsidies aan deze diensten, onverwijld dient vastgesteld te worden,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 116 § 1, 127, 128, 129 § 1, 131, 132, 135 en 175 van de Grondwet, uit hoofde van de artikelen 138 et 178 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- het besluit : het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 maart 1995 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en tot regeling van de toekenning van subsidies aan deze diensten

- de administratie : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- de Adviesraad : de afdeling "Gezin en Sociale Diensten", bedoeld in art. 4 § 4 van de verordening van 30 april 1991 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van een Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg.

- de diensten : de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

- de helpers : de gezins- en bejaardenhelpers(sters) en de huishoudhelpers(sters).

**Art. 3.** Dit besluit stelt de bijdrage vast van de begunstigten van bijstand verleend door de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die erkend zijn door de Franse Gemeenschapscommissie conform artikel 30, 2° van het besluit.

Het geldt niet voor de maaltijdbedelingen die door deze diensten georganiseerd worden.

**Art. 4.** De uurbijdrage van de begunstigde wordt vastgesteld conform het barema dat als bijlage bij dit besluit gevoegd is, onder voorbehoud van de bepalingen die in de volgende artikelen opgenomen zijn.

Voor de toepassing van het barema moet het aantal personen en het inkomen vastgesteld worden.

Het aantal personen is :

- hetzij één alleenstande

- hetzij de personen die rechtstreeks de dagelijkse zorgen en aanverwante handelingen genieten en de echtgenoot(note) of de samenwonende persoon of de gezinsleden.

Het inkomen is de som van de inkomens, omschreven conform de artikelen 5 en 6 van dit besluit, van de persoon (personen) die in aanmerking werden genomen om het aantal personen te bepalen.

**Art. 5. 1°** Voor elke persoon die in aanmerking werd genomen om het aantal personen bedoeld in art. 4 te bepalen, moet rekening worden gehouden met alle belastbare inkomsten, wat ook hun oorsprong weze, onder voorbehoud van de bepalingen opgenomen onder 2° en 3° van dit artikel;

Er wordt inzonderheid rekening gehouden met de volledige vervangingsinkomens, met de sociale uitkeringen en vergoedingen en met de onderhoudsuitkeringen.

2° De volgende inkomens worden slechts voor 60 % in aanmerking genomen :

- de lijffrenten die het gevolg zijn van de verkoop van een gebouw;

- de huur van gebouwen, garages en gronden.

Deze inkomens worden op maandelijkse basis in aanmerking genomen.

3° De volgende inkomens worden niet in aanmerking genomen :

1) de kinderbijslagen en de geboortepremies;

2) de studiebeurzen;

3) de toelagen aan derden;

4) het kadastraal inkomen van het door de eigenaar bewoonde gebouw;

5) de burgerlijke en militaire oorlogspensioenen, de frontstrepen.

**Art. 6. § 1.** De volgende lasten worden, als ze gedragen worden door de persoon (personen) waarvan het inkomen in aanmerking wordt genomen, afgetrokken van het totale inkomen dat berekend werd conform artikel 5 :

1° de personenbelasting;

2° de bijdragen voor de sociale zekerheid;

3° de betaalde onderhoudsgelden;

4° de onkosten veroorzaakt door de gezondheidstoestand of de handicap, als deze onkosten minstens 5 % van het netto inkomen bedragen.

§ 2. 1° de hierna vermelde lasten worden afgetrokken van het totaal der inkomsten :

- maximum 40 % van de huishuur, voor zover dit bedrag minstens 30 % bereikt van het inkomen dat conform art. 5 in aanmerking werd genomen;

- maximum 40 % van de aflossing van de hypothecaire lening voor de aankoop, de bouw of de verbouwing van het gebouw, voor zover dit bedrag minstens 30 % bereikt van het inkomen dat conform art. 5 in aanmerking werd genomen;

2° de volgende lasten betreffende de woning van een gezin dat minstens onder code 4 valt :

- maximum 60 % van de huishuur indien het inkomen minder dan 80.000 BEF bedraagt, voor zover de huishuur minstens één kwart bedraagt van het inkomen dat conform art. 5 in aanmerking werd genomen;
- maximum 60 % van de aflossing van de hypothecaire lening voor de aankoop, de bouw of de verbouwing van het gebouw, indien het inkomen minder dan 80.000 BEF bedraagt, voor zover het bedrag minstens één kwart bedraagt van het inkomen dat conform art. 5 in aanmerking werd genomen.

**Art. 7.** De code van de uurbijdrage die men in het barema kan lezen, wordt aangepast in de hierna vermelde situaties :

- 1° de code wordt met één eenheid verhoogd voor de personen die in de hierna bepaalde toestand verkeren :
  - op voortdurende en definitieve wijze minstens voor 66 % als gehandicapte erkend zijn, volgens de criteria van het Ministerie van Sociale Zaken;
  - erkend zijn als gehandicapte behorende tot de categoriën II, III of IV volgens de criteria van het Ministerie van Sociale Zaken;
  - verhoogde kinderbijslag ontvangen wegens de eigen handicap.

2° De verminderingen worden samengeteld voor dat ze op de uurbijdrage worden toegepast; de totale vermindering mag niet hoger komen te liggen dan 3 codes.

3° De toepassing van de vermindering kan de uurbijdrage niet doen dalen onder de minimum uurbijdrage die in het barema werd voorzien.

De uurbijdrage wordt steeds naar beneden afgerond indien het resultaat van de berekening tussen twee barema-bedragen uitkomt.

**Art. 8.** De verantwoordelijke van de dienst kan afwijkingen op dit besluit voorstellen in een met argumenten gestaafd verslag dat aan de administratie moet overgemaakt worden.

Het Lid van het College bevoegd voor de erkende diensten voor gezings- en bejaardenhulp, of zijn afgevaardigde, neemt een gemotiveerde beslissing over het toekennen, wijzigen of weigeren van de afwijking.

Deze beslissing wordt binnen de 30 dagen volgend op het indienen van de aanvraag, medegedeeld aan de dienst. Indien er binnen deze termijn geen beslissing medegedeeld wordt, wordt de afwijking beschouwd als zijnde toegestaan.

**Art. 9.** Dit besluit wordt steeds op de voor de begunstigde gunstigste wijze toegepast.

**Art. 10.** De begunstigde die afwezig is als de helper zich op het afgesproken uur aanbiedt en die de dienst niet minstens 48 uur op voorhand van deze afwezigheid verwittigd heeft moet, uitgenomen in uitzonderlijke omstandigheden één uurbijdrage betalen, verhoogd met het bedrag van de subsidie die op uurbasis door de Franse Gemeenschapscommissie toegekend wordt.

Indien de helpers zich op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tussen 20 en 6 uur aanbieden is de uurbijdrage die in deze omstandigheden aangerekend wordt eveneens te betalen.

**Art. 11.** Het bedrag dat de begunstigde aan de dienst moet betalen is gelijk aan het bedrag van zijn uurbijdrage vermenigvuldigd met het aantal uren prestaties.

De verplaatsingstijd van de helpers wordt forfaitair vastgesteld op één kwartier per prestatie en mee verrekend in de duur.

**Art. 12.** Voor hulp die op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tussen 20 en 6 uur verstrekt wordt, wordt de uurbijdrage met 20 % verhoogd.

**Art. 13.** De begunstigde die nalaat te betalen moet, na de ingebrekestelling, de door het burgerlijk recht voorziene interesten betalen.

**Art. 14.** Het besluit van 30 maart 1983 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de bijdrage van de begunstigde van hulp door een erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp zoals gewijzigd door het besluit van 19 april 1993, wordt opgeheven.

De omzendbrief van 1 februari 1979 van het Waalse Gewest met algemene richtlijnen betreffende het koninklijk besluit van 16 oktober 1975 zoals gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 maart 1976, 13 mei 1977, 2 juni 1977 en 14 november 1978 wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 september 1995.

Brussel, 13 april 1995.

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen

R. HOTYAT,

Lid van het College bevoegd voor Begroting